

OUVERTURE HIER DU 6^e SALON INTERNATIONAL DES TRAVAUX PUBLICS

Participation qualitative, selon Amar Ghoul

La sixième édition du Salon international des travaux publics (SITP) a été inaugurée hier officiellement par le ministre des Travaux publics, Amar Ghoul, au palais des Expositions, Pins-Maritimes, à Alger.

Placée sous le thème «les travaux publics, votre fidèle partenaire», cette nouvelle édition enregistre, selon le ministre des Travaux publics, une participation «qualitative et quantitative» avec 273 exposants dont 106 étrangers venant de 15 pays (Allemagne, France, Italie, Turquie, Corée du Sud, Chine et Japon) et 167 nationaux dont 32 du secteur public. Par rapport à la précédente édition, le nombre de participants étrangers a augmenté de 40%, passant de 67 à 106 entreprises étrangères représentées.

Sur une surface totale d'exposition de 13 000 m², les entreprises parmi les plus importantes dans le monde présentent des produits, des services et un savoir-faire dans leurs domaines d'activité respectifs tels que l'entretien routier, les matériels de manutention et de levage, les équipements de signalisation et les engins des chantiers de travaux publics ainsi que les systèmes d'information et de télécommunication.

Profitant de la présence de plusieurs entreprises, notamment celles engagées dans des projets en Algérie, Amar Ghoul a appelé les représentants de ces entreprises nationales et étrangères à développer un partenariat fructueux. Le ministre des Travaux publics appellera les entreprises nationales à développer leur maîtrise des différentes techniques utilisées dans la réalisation des projets de travaux publics ainsi que leur savoir-faire en insistant sur la promotion des compétences nationales.

Le secteur des travaux publics est un secteur en pleine croissance au regard des projets d'envergure et structurants engagés par les pouvoirs publics. On citera, notamment, le projet de l'autoroute Est-Ouest. Un projet titanesque confié aux groupements japonais Cojaal et chinois Citic-Crcc. Ces deux mastodontes, présents aux 6e SITP'2008 aux côtés des leaders nationaux dont ETRHB, Sapta et EVSM, ont eu la visite du ministre lors de sa tournée des stands d'exposition.

M. Amar Ghoul rappellera aux représentants de ces entreprises leurs engagements de respect des délais et de la qualité des projets dont ils ont la charge.

Lotfi Mérad

LA BARRE FATIDIQUE DE 300 DA LE KG A ÉTÉ FRANCHIE CE WEEK-END

Le prix du poulet s'envole

En l'espace de quelques jours, le prix du poulet a connu une hausse inattendue. Vendu il y a à peine un mois à 180 DA le kilo, il est passé aujourd'hui à 290 DA. Que ce soit Alger ou à l'intérieur du pays, la tendance est à la hausse. Conséquence : les marchés s'affolent et les ménagères ne savent plus où donner de la tête.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Le produit subit-il la loi de l'offre et de la demande ? Y a-t-il un manque sur le marché qui serait à l'origine de cette hausse inattendue ? Les avis divergent.

Les marchands brandissent l'argument de la cherté des aliments de volaille. On avance également le facteur climatique.

En effet, les dernières intempéries qui ont affecté

certaines villes de l'intérieur du pays, à l'image de Djelfa, Ghardaïa, Médéa et Bou Saâda ont provoqué la perte d'une quantité importante de poussins, destinés à l'élevage de poulet de chair.

La spéculation et la désorganisation des filières de production sont également à l'origine de la flambée des prix des produits alimentaires.

La spéculation effrénée à laquelle s'adonnent les éle-

veurs et autres intermédiaires est également à l'origine de cette situation.

Des sources proches du ministère de l'Agriculture indiquent qu'il a été enregistré, durant les six derniers mois, une baisse sensible du nombre d'éleveurs de volaille. Cependant, au niveau de ce département, on n'arrive toujours pas à expliquer cette flambée des prix.

Les commerçants spécialisés dans la vente de viande blanche ont dû réduire de moitié leurs commandes, après que la demande eut diminué. Le phénomène touche même les œufs.

Jusque-là à la portée de tout le monde, le prix de l'œuf a atteint 10 DA. Ce week-end, sur les marchés de l'Algérois, il a atteint 12 DA.

Selon des spécialistes, la tendance à la hausse sera maintenue à moins que le marché ne soit inondé de nouveau pour soutenir les prix.

Dès lors, des voix s'élèvent et proposent d'ores et déjà des solutions de rechange : le poulet congelé ! Une option parmi tant d'autres. En attendant, les prix de la volaille donnent la chair de poule.

A. B.

LE FMI ET NOS AUTORITÉS SUR LA MÊME LONGUEUR D'ONDE L'Algérie épargnée par la crise, sauf si...

Le FMI partage le même constat que nos autorités dont il salue la gestion financière prudente : l'Algérie n'est pas encore contaminée par la crise financière internationale. Notre pays pourrait, cependant, l'être à terme si les prix pétroliers baissaient encore et des mesures conservatoires s'imposeraient alors dont la révision des dépenses et des investissements publics.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - A l'issue d'une mission d'information en Algérie, conduite du 4 au 15 novembre, une délégation du Fonds monétaire international (FMI) a animé hier une conférence de presse. Une occasion pour le chef de la délégation, Joël Toujas-Bernaté, de relever les bonnes performances économiques et financières de l'Algérie : accélération de la croissance hors hydrocarbures, réduction du chômage, endettement extérieur quasi éliminé et d'importants surplus extérieurs et budgétaires.

Cela étant, le FMI approuve la gestion économique et financière des autorités monétaires et financières algériennes dont il reprend les statistiques dont «il n'y a aucune raison de douter de la fiabilité».

Le FMI salue la prudence des autorités algériennes

Il salue même la forte prudence observée par ces autorités. Ceci concernant notamment la politique du dinar dont le taux de changes effectif réel est stable, «à son niveau d'équilibre», l'utilisation des réserves de changes et des ressources du Fonds de régulation des recettes (FRR).

Ainsi, pas de préoccupation quant aux placements dans des bons du Trésor aux Etats-Unis et en Europe, des actifs «on ne peut plus sécurisés et non susceptibles de perte de capital», et l'approbation de l'utilisation des ressources du FRR en tant qu'«amortisseur» et moyen de financement du PIP et du déficit budgétaire. Voire, le FMI partage le même discours que nos

autorités financières et monétaires ainsi que nos instances consultatives (Cnes notamment) à propos de la crise financière mondiale.

Le secteur financier n'est pas contaminé...

Du fait «de sa faible exposition aux flux financiers internationaux, le secteur financier (algérien) ne devrait pas subir d'effets de contagion directe», relève cette délégation dont le rapport final sera présenté, en janvier prochain, en conseil d'administration du FMI.

En d'autres termes, l'Algérie n'est pas encore contaminée par la crise, grâce à la politique de désendettement extérieur suivie, l'absence d'investissements étrangers de portefeuille, la faiblesse des investissements directs étrangers et la non-crédation d'un Fonds souverain par l'Algérie.

Néanmoins, l'Algérie pourrait être, à terme, affectée par cette crise si les prix du pétrole continuaient à baisser et que les perspectives économiques mondiales s'assombrissent davantage et que l'incertitude perdure.

La demande intérieure devra être soutenue en 2009

D'où des recettes d'exportations en forte diminution, affectant la croissance par le ralentissement du Programme d'investissements publics (PIP). Dans ce cas, le FMI estime que la politique budgétaire et celle monétaire devront soutenir la demande intérieure, tant contre la baisse des cours mondiaux des hydrocarbures que dans la mesure où les pressions inflationnistes s'estompent. Mais

aussi, le FMI recommande à nos autorités de «se préparer à prendre certaines mesures conservatoires au cas où la conjoncture mondiale devait rester durablement défavorable».

Les dépenses publiques doivent être rationalisées

Relevant des tendances économiques favorables en 2009 et d'autres subissant un retournement, le FMI estime qu'«une baisse du prix des hydrocarbures, couplée à des dépenses budgétaires et des importations élevées, entraînerait une dégradation significative du solde extérieur et du déficit budgétaire global». Il en découlerait la rationalisation accrue des dépenses publiques et de qualité, y compris «une meilleure maîtrise des dépenses courantes, ainsi qu'une mobilisation encore plus efficace des recettes fiscales hors hydrocarbures».

En d'autres termes, le gouvernement devra revoir le PIP, en établissant une certaine «hiérarchisation» des dépenses

publiques et, au besoin, en ralentissant celles non prioritaires.

L'Etat devra se désengager des banques à moyen terme

L'institution de Bretton Woods en appelle également à œuvrer pour diversifier l'économie, améliorer la productivité, assurer une croissance hors hydrocarbures forte et soutenable, résorber le chômage notamment juvénile et approfondir les réformes structurelles «restées timides». Et a contrario de ce qu'il recommandait avant, le FMI n'exige plus un désengagement de l'Etat dans l'immédiat du secteur bancaire public. Un désengagement qui reste toutefois de mise sur le moyen et le long terme, selon cette délégation du FMI.

Comme le FMI en appelle à l'utilisation à moyen terme des fortes liquidités bancaires dans le financement «sain» des activités économiques et au développement de l'intermédiation bancaire «sans prendre des risques inconsidérés».

C. B.

Les perspectives du FMI pour 2008 et 2009

Selon le FMI, la croissance hors hydrocarbures devrait atteindre près de 6% en 2008 et rester à ce niveau en 2009 si le programme d'investissements publics (PIP) qui la tire se poursuit. Quant à la croissance totale, elle devrait s'établir autour de 3% en 2008 et entre 2,5% et 3% en 2009 du fait d'une baisse, en volume, des exportations d'hydrocarbures. Egalement, l'inflation, «parmi les plus faibles de la région», se maintiendra en 2008 et en 2009 aux alentours de 4%, ce qui reflète selon le FMI une politique monétaire prudente et un soutien aux prix de certains produits alimentaires de base. Une inflation dont la maîtrise bénéficiera de la baisse des prix de certains biens et matières dans le monde. Egalement, le FMI constate une position extérieure forte, des réserves internationales atteignant environ 135 milliards de dollars en octobre 2008. De même, la position budgétaire reste solide, malgré la forte expansion des dépenses de fonctionnement et d'équipement : le surplus budgétaire global devrait atteindre près de 9% du PIB. Ce qui a permis une accumulation supplémentaire de ressources dans le Fonds de régulation des recettes (FRR).

C. B.